

## EN PRÉVISION DE NOUVEAUX ATTENTATS

## Les Britanniques sont invités à quitter rapidement la Tunisie

**Trois mille touristes britanniques ont été invités par le ministère des Affaires étrangères de leur pays à quitter la Tunisie dans les plus brefs délais.**

De Tunis, Kamel M'Rabet

Cet appel aurait été lancé suite à des informations relatives à d'éventuels nouveaux attentats en Tunisie. Sans doute, l'équipe britannique de sécurité qui participe à l'enquête sur l'attentat de Sousse

aurait été à l'origine de l'appel à l'évacuation des touristes britanniques qui ont été invités à prendre contact avec leurs agents de voyage pour faciliter leur retour dans leur pays. Par ailleurs, trente-trois jeunes dont une femme, tous originaires de la ville de Rémada (Sud tunisien), se sont évaporés, il y a

quelques jours pour se rendre, illicitement, en Libye.

Parmi eux, on compte trois militaires dont un pilote qui avait déserté l'armée depuis le début de l'année.

Selon certaines sources libyennes, ils ont traversé la frontière et se trouvent actuellement en territoire libyen où ils ont été arrêtés à leur arrivée à la ville de Nalout, proche de la frontière. Leur arrestation n'a été ni confirmée ni

infirmée par le ministère tunisien de l'Intérieur qui précise que ces jeunes sont connus pour être des extrémistes religieux.

L'attentat de Sousse est encore présent dans les esprits. Aussi, des mesures de sécurité exceptionnelles ont-elles été prises pour assurer la protection des champs pétroliers de Tataouine (sud du pays).

Des patrouilles mixtes assurent en permanence la sécurité de ces

sites en application de l'état d'urgence décrété la semaine dernière. Ces mesures s'étendent, aussi, à toutes les régions. Dans le Grand-Tunis (qui englobe les quatre gouvernorats de Tunis, Ben Arous, Ariana et la Manouba), de nombreux barrages mixtes ont été installés pour sécuriser les entrées des grandes villes.

Les effets négatifs de l'attentat de Sousse sont aussi ressentis par la compagnie aérienne nationale qui a perdu, selon son P-dg, 125 millions de dollars, soit le quart de son chiffre d'affaires.

Pour sortir de cette situation, la compagnie a pris des mesures urgentes telles que l'octroi d'encouragements aux Tunisiens résidents à l'étranger qui bénéficient, depuis le 4 juillet, d'une réduction de 30%.

Au chapitre des relations tuniso-sénégalaises, le secrétaire d'Etat aux Affaires africaines, M. Touhami Abdouli, a affirmé que l'affaire de l'aéroport n'aura aucune incidence sur l'avenir des relations bilatérales.

M. Abdouli a fait cette déclaration à l'issue de sa rencontre avec l'ambassadrice du Sénégal à Tunis, affirmant que toute la lumière sera faite sur le traitement indigne réservé à un diplomate sénégalais par la police de l'aéroport de Tunis-Carthage.

K. M.

## DES EXPERTS DE L'ONU L'AFFIRMENT

## Près de 5 500 Tunisiens combattraient à l'étranger

**Des experts de l'ONU ont appelé vendredi à endiguer le flux de jeunes Tunisiens ralliant des groupes terroristes islamistes à l'étranger, estimant que leur nombre, notamment en Syrie et en Libye, dépassait les 5 500.**

«Le nombre de combattants étrangers tunisiens est l'un des plus élevés parmi ceux qui voyagent pour rejoindre les conflits à l'étranger tels qu'en Syrie et en Irak», a déclaré dans un communiqué Elzbieta Karska, qui dirige un groupe de travail des Nations-Unies sur l'utilisation de mercenaires. Ce groupe a effectué une

visite de huit jours en Tunisie au cours de laquelle il a rencontré «des représentants des pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire, des universitaires et des représentants d'organisations de la société civile, y compris des familles de personnes ayant rejoint des conflits à l'étranger».

Au cours de cette mission, le groupe a été informé «de la présence de quelque 4 000 Tunisiens en Syrie, 1 000 à 1 500 en Libye, 200 en Irak, 60 au Mali et 50 au Yémen. Les 625 qui sont rentrés d'Irak sont poursuivis en justice», selon le texte. La Tunisie fait face depuis sa révolution en janvier 2011 à une progression de la mou-

vance djihadiste, responsable de la mort de dizaines de policiers et de militaires ainsi que de deux attentats qui ont tué 59 touristes en l'espace de trois mois. Le Premier ministre Habib Essid a affirmé dans la nuit de jeudi à vendredi devant le Parlement que 15 000 jeunes Tunisiens avaient été empêchés de rejoindre les djihadistes dans des zones de conflit. Les autorités tunisiennes avaient précédemment fait état de près de 12 500 départs empêchés et d'environ 500 jeunes revenus en Tunisie et «suivis de près».

«La majorité des Tunisiens qui rejoignent des groupes extrémistes à l'étranger semblent être

jeunes, souvent âgés de 18 à 35 ans», selon les experts. «Certains de ces jeunes viennent de milieux socioéconomiques défavorables, mais aussi de la classe moyenne et des classes les plus aisées de la société.»

Les experts ont appelé le gouvernement «à adopter un plan stratégique national (...) pour répondre à la diversité des profils et des méthodes de recrutement et avoir des effets immédiats, à moyen et long terme, tout en veillant à l'équilibre entre les mesures punitives et sociales et s'assurant de l'adoption des standards internationaux en matière de droits de l'Homme».

## LES GRECS VIVRONT JUSQU'À DEMAIN ET PROBABLEMENT AU-DELÀ...

## La rébellion féconde

**Encore un sommet demain à Bruxelles des chefs d'Etat et de gouvernement européens. Et toujours un seul sujet à l'ordre du jour, la Grèce, toujours la Grèce, évidemment la Grèce.**

De notre bureau de Bruxelles, Aziouz Mokhtari

Depuis maintenant presque un mois, l'on ne parle, ici, en Europe que de ce sujet qui, il faut le relever, est essentiel, d'une portée historique qui peut avoir des conséquences indélébiles pour l'avenir. Et contrairement à ce qu'avancent beaucoup d'analystes, d'experts, d'économistes, pour la plupart au service des banques, des laboratoires d'idées et des milieux de la finance au service de l'ultralibéralisme et de la mondialisation financiarisée, la question grecque est avant tout politique, résolument politique, à résonance politique. Les Européens, groupés dans l'UE ou en eurozone, sont piégés par l'habileté et l'adresse d'Alexis Tsipras. Cet Athénien de gauche, aux affaires actuellement, a eu la grande idée du référendum. Ce qui lui a permis de souder autour de lui une large alliance de toutes les formations du pays à l'exclusion des nazis et des néo-nazis. Après le non grec aux plans proposés par la Commission, la Banque centrale européenne et le FMI, le chef du gouvernement grec est venu à Bruxelles pour dire à ses interlocuteurs le droit et la légitimité, deux lignes rouges qu'il ne pouvait transgresser. Les créanciers étaient devant un vrai dilemme, une tragédie grecque : exclure la nation de Platon de la zone euro ou accepter la restructuration de sa dette et l'allègement des efforts demandés à ce vaillant peuple. Etant entendu qu'un grexit serait une catastrophe pour tout le monde, les Grecs, bien sûr, mais aussi l'ensemble des Européens qui verraient les bourses en chute libre, une



Photo : DR

Tsipras a piégé les Européens.

perte de confiance des marchés et un affolement général.

Qui peut croire, en effet, que la Grèce mise dehors, l'euro monnaie unique, au départ conçue comme un socle d'unité et de solidarité et aussi de prestige pour l'Union européenne, ne sonnerait pas le glas du déclin, de la déshérence et du début de la fin de la construction européenne ?

Si complexe, si sinieuse, si pavée d'obstacles et de malentendus. Si au plan purement comptable un retour de la Grèce à sa monnaie d'origine, le drachme, signifie de substantielles pertes pour les Trésors allemand, français, italien, espagnol et pour les réserves de la BCE, cela n'est rien par rapport au prix politique à payer pour expliquer le grexit que même les traités européens, pourtant si élastiques à qui les juristes peuvent faire dire n'importe quoi, ne prévoient pas. Des avocats de renom mondiaux ont, d'ailleurs, informé que Tsipras pourrait refuser de quitter la zone euro et qu'en droit pur, cette posture était possible.

Pourtant, l'Europe de la Commission et des structures supranationales non élues, a

cherché la confrontation, évité le compromis et choisi la voie la plus dure. Dans l'esprit des ultralibéraux actuellement aux commandes à Bruxelles, il faut surtout étouffer dans l'œuf, annihiler, mettre hors d'état de nuire, faire échouer le projet Tsipras pour que d'autres pays n'empruntent pas la même voie. Jean-Claude Junker, président de la Commission, Donald Turk, président de l'UE, et Martin Schulz, président du Parlement européen, ont tenu des propos sur la Grèce, avant le référendum, de charretiers, de larrons en foire.

Ils ont outrepassé leurs mandats et s'en sont allés gambader sur des sentiers autres que ceux de la dette grecque, de réformes structurelles ou de TVA à augmenter. Ils ont menacé les Grecs que la foudre s'abattrait sur eux, que le ciel leur tomberait sur la tête et que, peut-être même qu'ils quitteraient le monde civilisé actuel s'ils venaient à conforter Tsipras. Rien de cela n'est arrivé et les Grecs, fiers, désargentés mais dignes, endettés mais sereins, démunis mais rebelles, cultivés, civilisés, polis et patients ont, non seulement donné raison au chef de Siriza mais l'ont plébiscité.

Aujourd'hui, l'Europe est à l'écoute des propositions grecques, ce qu'elle refusait il y a cinq jours.

Le référendum de dimanche dernier a bouleversé le rapport de force, ici, et les autres Siriza se sentent pousser des ailes. Podemos (Nous Pouvons, ndlr) en Espagne, le parti de gauche, le Parti communiste en France, les gauches de la gauche des partis socialistes, des centristes humanistes et même des poids lourds de la droite traditionnelle à Paris, Bruxelles, Madrid, La Haye, voire à Berlin, sont venus à la rescousse d'Alexis Tsipras pour le sauver des fourches caudines du FMI, de la Banque centrale et de la Commission européenne. Les Grecs vivront jusqu'à dimanche prochain et probablement au-delà.

A. M.

## SELON L'OIM

Plus de 150 000

migrants ont traversé la Méditerranée depuis le début de l'année

**Plus de 150 000 migrants sont arrivés en Europe via la Méditerranée depuis le début de l'année, a indiqué vendredi l'Organisation mondiale des migrations, le HCR soulignant que les îles grecques voient maintenant débarquer chaque jour un millier de réfugiés.**

Plus de 1 900 personnes ont trouvé la mort au cours de leur périlleuse traversée cette année, selon l'OIM qui demande «une réponse collective et conséquente de l'Europe».

Quelque 77 000 personnes sont arrivées en Grèce depuis janvier, contre 34 442 pour toute l'année 2014. Quelque 75 000 ont été accueillies en Italie.

«En moyenne, un millier de personnes débarquent chaque jour sur les îles grecques, la plupart fuient la guerre en Syrie», a indiqué aux journalistes William Spindler, porte-parole du Haut-Commissariat aux réfugiés de l'ONU (HCR). «Le nombre des arrivées est si important, qu'en dépit de tous les efforts, les autorités et les communautés locales ne peuvent plus y faire face», a indiqué le porte-parole estimant que «la Grèce a un besoin urgent d'aide et nous attendons que l'Europe intervienne».

La Macédoine et la Serbie, étapes suivantes de ces migrants vers l'Europe du Nord, ont également besoin d'aide, a souligné le porte-parole du HCR.

En Italie, les gardes-côtes ont annoncé dans la nuit de jeudi à vendredi que 823 migrants ont été sauvés au cours de huit opérations et que les corps de 12 personnes sans vie ont été récupérés.

Berlin et Paris ont annoncé jeudi au Luxembourg qu'ils prendraient environ un tiers des quelque 60 000 migrants que l'Union européenne prévoit d'accueillir, pour soulager l'Italie et la Grèce, soumises à cette très forte pression migratoire.